

Environnement | "La filière hydrogène française est sur les rails" se réjouit le député Michel Delpon



L'exécutif a annoncé un vaste plan doté de 7 milliards d'euros pour le développement d'une filière hydrogène en France d'ici 2030. Dans le cadre du plan de relance, le gouvernement prévoit une enveloppe de deux milliards pour les investissements liés à cette énergie d'ici 2022. Ces annonces satisfont le député Michel Delpon, le député de la 3e circonscription de la Dordogne. Il a créé au printemps 2019 un groupe d'études à l'Assemblée et a toujours cru à l'avenir de cette énergie. Lors d'un entretien, il évoque les projets qui pourraient voir le jour en Dordogne et en Nouvelle-Aquitaine.

" Mardi, à l'assemblée nationale, c'était le jour J pour l'hydrogène³, s'exclame Michel Delpon, député du Bergeracois, à la sortie d'une journée d'études sur cette thématique organisée par l'AFhyac qui se tenait dans le prolongement des annonces gouvernementales. L'exécutif prévoit un plan de 7 milliards d'euros sur dix ans pour développer une filière hydrogène en France dont 2 milliards émanent du Plan de relance pour des investissements liés à cette énergie au cours des deux prochaines années.

Dès son élection, Michel Delpon s'est intéressé à l'hydrogène, il a participé au premier plan Hulot sur le sujet et a créé au printemps 2019 un groupe d'études à l'Assemblée nationale sous le regard parfois moqueur de certains de ses collègues parlementaires. "Aujourd'hui, les planètes se sont alignées et l'hydrogène est une des briques les plus importantes du verdissement du plan de relance", se réjouit Michel Delpon très heureux des dernières annonces de l'exécutif.

A quoi doit servir cette énergie ? D'abord à décarboner le secteur industriel, fortement émettrice des gaz à effet de serre. Ensuite à développer des applications dans les transports, pour se substituer aux énergies fossiles, notamment pour les trains, les bus, les camions, et dans un second temps, les véhicules particuliers et les avions. Des utilisations sont possibles dans le secteur de l'habitat. "On va vers une nouvelle révolution industrielle, s'enthousiasme Michel Delpon. L'hydrogène peut être utilisée dans de nombreuses situations. La France apparaît en retard dans ce domaine, même si plusieurs régions françaises (Occitanie, Rhône Alpes, Normandie, Grand Est) commencent à investir notamment dans le train à hydrogène : une vingtaine de trains sont en commande actuellement chez Alstom via la SNCF", précise l'élu de Dordogne. Certaines agglomérations ont aussi fait le choix de bus et de véhicules de service à hydrogène. Le plan de 7 milliards devrait aider à combler une partie du retard français. Pour sa mise en oeuvre, un comité national de l'hydrogène, placé sous l'autorité de Bruno Lemaire, ministre de l'Economie, devrait être rapidement mis en place pour l'organisation d'une filière française. Il

regrouperait à la fois des start-ups, des grands opérateurs et des grands groupes. Les premières réalisations pourraient donc être assez rapides, pour la production d'hydrogène décarboné.

"Place à l'hydrogène vert"

"L'objectif, tient à rappeler le député de la 3e circonscription de la Dordogne, c'est bien de faire de l'hydrogène vert, à partir des énergies renouvelables et non pas à partir d'énergies fossiles", tentant ainsi de rassurer certaines associations environnementales qui restent sceptiques. " Les choses sont claires, et cela a été confirmé par Bruno Lemaire. Il n'y aura pas d'aides pour les filières polluantes, ni pour l'importation de produits de l'étranger. Le but est de créer une filière autonome, française, qui a recours aux énergies renouvelables. Elle serait produite à partir de la méthanisation, de l'éolien off shore plutôt que terrestre, du solaire ou encore des barrages hydroélectriques. Celle-ci devrait permettre de créer des emplois dans nos territoires. On peut citer l'exemple d'Alstom, qui a créé un site à Tarbes, détaille enthousiaste Michel Delpon. Autre avantage de l'hydrogène, c'est une énergie qui peut se stocker : on peut donc produire pour l'hiver.

Des projets en Dordogne et en Nouvelle Aquitaine

" En Nouvelle-Aquitaine, nous avons un certain nombre d'entreprises importantes qui travaillent dans ce domaine, notamment Hydrogène de France à Bordeaux qui fabrique des électrolyseurs et qui s'intéresse au stockage", précise le député de Bergerac. Des projets sont en train d'émerger dans la région, notamment à Salies de Béarn, dans les anciennes mines de sel, sur le bassin de Lacq, sur la problématique du stockage. " A Sarlat, il y a déjà un équipement hydrogène qui se met en place pour la direction générale de l'aviation civile. En Bergeracois, il y a toujours le dossier Eurengo, qui veut installer un électrolyseur avec un champ solaire dans leur site classé Seveso. Plusieurs collectivités sont intéressées pour leur flotte de véhicules ou les bennes à ordures." Mais le cheval de bataille de Michel Delpon, c'est les trains express régionaux qui pourraient rouler grâce à l'hydrogène : il a rédigé un récent courrier en ce sens à Alain Rousset, le président de Région. "Aujourd'hui, il y a 2000 locomotives diesel polluantes à remplacer. Les batteries, c'est une hérésie, cela pèse deux ou trois tonnes, il faut les recharger et envisager le recyclage. L'hydrogène est la meilleure option", poursuit l' élu, qui rêve d'un train à l'hydrogène sur la ligne Bordeaux Sarlat, dès 2022. Il veut croire à une future baisse des coûts pour l'ensemble des véhicules qui utiliseraient cette énergie. " L'objectif c'est bien une massification de son utilisation pour gagner en compétitivité face aux autres énergies, notamment le gazole."



Claude-Hélène Yvard

Crédit Photo : archives Claude Hélène Yvard
Publié sur aqui.fr le 10/09/2020

[Url de cet article](#)